Les temps forts de la REF Transition écologique : les grands témoins

Publié le 27 avril 2021

Plusieurs grands témoins se sont succédés à la tribune de la REF Transition écologique : Virginijus Sinkevičius, Commissaire européen en charge de l'environnement, des océans et de la pêche, Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, Philipp Hildebrand, vice-président de BlackRock, et Bernard Accoyer, président de l'association Patrimoine nucléaire et Climat, ancien président de l'Assemblée nationale.

Pour Virginijus Sinkevičius : « *le guide récent du Medef sur la biodiversité et les entreprises est un très bon exemple de la manière dont cette prise de conscience peut donner du pouvoir aux entrepreneurs. Ce sont les chefs d'entreprise qui feront bouger les choses et en France et ailleurs. (...) L'Europe doit être à la tête de ce changement en faisant de cette décennie les années de l'action et de l'investissement en matière de climat et de biodiversité* ».

Barbara Pompili estime que « *les entreprises sont des partenaires de la lutte contre le changement climatique. Elles vont trouver leur compte dans le PJL Climat et résilience. Cette loi est là pour donner des caps, des impulsions, mettre tout le monde sur la même ligne de départ. Dans une transition il y a des gagnants et des perdants. Le rôle de l'Etat est de travailler sur cette transition. On ne va pas laisser tout le monde sur le carreau. (...) Le plan de relance est un gros outil avec 30 milliards dédiés à la transition écologique. Les engagements volontaires doivent être une forme de contrat entre l'entreprise et les pouvoirs publics.* » Pour elle, « *le projet de mécanisme d'ajustement carbone est clé pour bouger avec nos partenaires (USA, Chine) et réduire les fuites de carbone* ».

Philipp Hildebrand considère que « *le climat est avant tout un risque d'investissement. 70 % des actifs sont liés aux fonds de pension. Ignorer ces risques c'est provoquer des pertes dans ces actifs. On est au début d'une réallocation massive des actifs vers la durabilité. (...) La transition c'est 3 000 à 7 000 milliards de dollars. Il faut mobiliser du capital privé avec un cadre analytique pour converger dans la façon de mesurer ce qui est durable. Le défi de l'Union européenne, c'est de s'engager avec les États-Unis pour converger autour d'un standard commun pour la taxonomie* ».

Enfin, Bernard Accoyer est persuadé qu' « *une question est centrale, celle de la réponse aux besoins en énergie, notamment d'électricité pilotable. La France est forte d'une maîtrise et d'une filière de 220.000 emplois. Le nucléaire a un rôle clé à jouer dans la transition climatique et dans la taxonomie. (...) Les USA, la Chine, l'Inde se tournent vers le nucléaire. 200 mds € sont investis en France dans les EnR mais au détriment d'autres filières. La France a perdu en compétence. Nous devons rester à la pointe du combat climatique* ».

>> Retrouver l'ensemble des débats sur le site de la REF Transition écologique